



MINISTÈRE
DES ARMÉES

*Liberté
Égalité
Fraternité*



COMMISSION ARMEES-JEUNESSE

**Préparer la jeunesse à jouer un rôle en cas
de crise ou de guerre**

Rapport du groupe de travail

Session 2024-2025

SOMMAIRE

Introduction	03
Synthèse des recommandations	04
Fournir les compétences au plus grand nombre	05
Cibler des compétences et les mobiliser	07
Intégration de nouvelles fonctionnalités dans Défense+	09

Annexe

Les membres du groupe de travail	13
----------------------------------	----

Introduction

La Commission Armées-jeunesse

Créée en 1955, la Commission Armées-jeunesse (CAJ) œuvre au renforcement du lien entre la jeunesse et les armées. La CAJ constitue un espace unique de dialogue et de concertation, réunissant des représentants du ministère des Armées, d'associations, de mouvements de jeunesse, d'institutions publiques et d'acteurs de la société civile. Cet espace singulier favorise l'échange de points de vue et l'émergence de propositions constructives au service du lien armées-jeunesse.

Il convient de souligner que les analyses et recommandations formulées dans ce rapport sont issues des travaux d'un sous-groupe de travail de la CAJ et ne sont pas nécessairement une position officielle du ministère des Armées.

Le groupe de travail

Dans un contexte géopolitique instable et marqué par la réémergence de menaces conventionnelles couplées à de nouveaux types de conflits, la préparation de la jeunesse à faire face à des crises majeures ou à un conflit de haute intensité constitue un enjeu stratégique pour la résilience nationale.

Les crises sont soudaines et viennent déstabiliser l'ensemble des strates de la société. Au paroxysme de cette déstabilisation : la guerre. Pour rétablir un état de fonctionnement, les organisations ont besoin de ressources humaines en masse et/ou ayant des compétences particulières. La jeunesse peut ainsi jouer un rôle pour adresser ces besoins. Cela implique de la préparer en lui donnant les compétences adéquates mais également l'inciter à les mobiliser le cas échéant.

C'est dans cette perspective que ce groupe de travail s'attache à étudier le sujet suivant :

Préparer la jeunesse à jouer un rôle en cas de crise ou de guerre

7 recommandations sont issues des travaux du groupe de travail, réparties suivant trois piliers :

Fournir des compétences au plus grand nombre : le ministère des Armées comme pilote de nouveaux dispositifs

Cibler les compétences et les mobiliser

Intégration de nouvelles fonctionnalités dans Défense +

Les membres du groupe de travail remercient particulièrement le secrétariat général de la Commission Armées-jeunesse pour leur soutien et leur engagement tout au long de nos travaux. Nous remercions également les personnalités auditionnées : le LCL NICLOUX de l'état-major du Service militaire adapté et M. CHILLET de l'Agence de l'Innovation de Défense.

Synthèse des recommandations

ID	Recommandation	Population concernée	Potentiel	Indicateurs et mise en œuvre
1	Introduction dans les établissements du ministère des Armées d'une Unité d'Enseignement Résilience	Elèves et étudiants des formations civiles de la défense	Nombre de jeunes : Environ 10 000 jeunes Extension possible : ensemble des établissements scolaires et du supérieur	- Septembre 2026 : lancement de l'UE dans un lycée et une école d'ingénieurs. - Septembre 2027 : 100% des élèves formés.
2	Semaine résilience comprenant des exercices dans les établissements du ministère des Armées	Elèves et étudiants des formations civiles de la défense	Nombre de jeunes : Environ 10 000 jeunes Extension possible : Ensemble des établissements scolaires et du supérieur	- Octobre 2025 : Lancement de la première Semaine résilience par la Fondation Résilience au profit d'élèves d'une classe de défense et/ou de lycées traditionnels - Septembre 2026 : lancement de l'UE dans un lycée pour l'ensemble des formations. - Septembre 2027 : extension à tous les collèges et lycées de la défense. - Septembre 2028 : extension à toutes les formations cibles.
3	Mettre en place et animer des communautés sur des sujets techniques stratégiques	Elèves et étudiants en formation sur des thématiques intéressant le ministère des Armées	Nombre de jeunes : Environ 300 jeunes pour les deux thématiques pilotes, 1000 au total.	- Janvier 2026 : lancement de la première communauté. - Janvier 2027 : extension à tous les sujets d'intérêt du ministère (5 thématiques prioritaires).
4	Accompagner la mise en place d'une réserve de compétences pour la BITD	Jeunes professionnels, élèves et étudiants en formation sur des thématiques intéressant le ministère des Armées	Nombre de jeunes : Environ 5 000 jeunes.	- Janvier 2026 : lancement de la stratégie par la DGA. - Janvier 2027 : création de deux viviers autour de deux métiers en tension. - Janvier 2028 : extension à 10 thématiques.
5	Guide pour se préparer aux crises et à la guerre	Tous les jeunes	Objectif : sensibiliser tous les jeunes	- Janvier 2026 : création du guide. - Juillet 2026 : ajout de la fonctionnalité dans Défense+.
6	Création d'un flux d'information sécurisé et localisé	Tous les jeunes	Tous les jeunes	- Juillet 2026 : création de la maquette et des processus. - Janvier 2027 : ajout de la fonctionnalité dans Défense+.
7	Signalement d'évènements d'intérêt pour la sécurité et la défense nationale	Tous les jeunes	Tous les jeunes	- Janvier 2026 : création du guide. - Juillet 2026 : ajout de la fonctionnalité dans Défense+.

Fournir les compétences au plus grand nombre

1. Introduction dans les établissements du ministère des Armées d'une Unité d'Enseignement Résilience

➔ Objectif

Pour fournir à la jeunesse les **compétences utiles à mettre en œuvre en cas de crises ou de guerre**, l'ajout d'une Unité d'Enseignement (UE) Résilience dans l'ensemble des formations civiles sous tutelle du ministère des Armées, permettra de :

- Donner à la jeunesse les moyens d'**être acteur**.
- **Sensibiliser** les jeunes à toutes les formes de conflit et comment **s'y préparer**.
- **Former des ambassadeurs** auprès du reste de la jeunesse.
- **Rationaliser les efforts** et mettre en cohérence les dispositifs existants.
- **Identifier un vivier de jeunes** dont le niveau de compétence aura été mesuré.

Pour permettre un renouvellement et une montée en compétences des jeunes, ce dispositif doit être ancré dans l'**ensemble des formations civiles sous tutelle du ministère des Armées** :

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Les deux collèges et six lycées du ministère des Armées :<ul style="list-style-type: none">◦ enseignement secondaire◦ classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)◦ BTS | <ul style="list-style-type: none">• Écoles d'ingénieurs (Polytechnique, ENSTA, ISAE-SUPAERO) et écoles d'officiers :<ul style="list-style-type: none">◦ cycle ingénieur◦ bachelors, masters et doctorat |
|--|--|

➔ Mise en œuvre

L'objectif principal de la mise en œuvre de cette UE est le développement de la **résilience de la jeunesse**. Elle s'appuiera sur les enseignements existants et les complètera, notamment par des travaux pratiques.

Ainsi, les enseignements dispensés dans cette UE traiteront de :

- **Pratiques de survie et d'autonomie en milieu naturel ou urbain** : sac de survie 72 h, s'informer, fondamentaux de la survie, etc.
- **Premiers secours** (passage et renouvellement du PSC1) et, dans le supérieur, sensibilisation à la médecine de guerre.
- **Introduction à la logistique de crise**.
- **Comprendre les différents types de crises et adapter sa réaction en conséquence**.
- **Valeurs citoyennes et républicaines**.



ENSTA | INSTITUT POLYTECHNIQUE DE PARIS

Afin de suivre l'acquisition et le renouvellement des compétences par ces jeunes au cours de leur scolarité, un **référentiel sera mis en place** par le ministère des Armées et il sera décliné par les établissements en fonction des spécificités des formations (ex : inclusion dans le règlement des études). Ce dernier sera public pour que chaque établissement volontaire puisse le mettre en œuvre.

Enfin, l'**implication d'acteurs locaux** (municipalités, associations locales, anciens combattants, etc.), d'associations nationales, d'ONG et du ministère des Armées sera une condition à la réussite de cette UE afin de mobiliser les compétences et identifier des formateurs.

Fournir les compétences au plus grand nombre

2. Semaine résilience comprenant des exercices dans les établissements du ministère des Armées

➔ Objectif

La "Semaine Résilience" est un **programme pédagogique immersif**, organisé chaque année dans les établissements sous tutelle du ministère des Armées (formations civiles), centré sur la **sensibilisation, la formation et la mise en situation des jeunes** face à des scénarios de guerre et de crise (pénurie, cyberattaque, raid aérien, désinformation, etc.).

Cette formation a trois objectifs :

- **Acquérir de nouvelles compétences.**
- **Réduire l'état de sidération** en cas de crise ou de guerre par la mise en situation.
- **Mettre en œuvre les enseignements** de l'UE Résilience.

➔ Mise en œuvre

Sous pilotage direct des établissements sous tutelle du ministère des Armées (cf. recommandation 1), des ateliers pratiques seront mis en œuvre durant une semaine : secourisme, alerte, auto-défense, premiers soins psychologiques, sécurité numérique, approvisionnements, logistiques, etc.

Description macroscopique :

- **Jour 1 – Sensibilisation** : Sensibiliser les jeunes à la diversité des crises possibles et à leur impact global et personnel (types de crises, récits de témoins, alertes, évacuation, bases de résilience)
- **Jour 2 – Se préparer individuellement** : ateliers pratiques (secourisme, bases de la survie, etc.).
- **Jour 3 – Agir en collectif** : ateliers immersifs, jeux de rôle, simulation de cellule de gestion de crise (travailler en équipe, gérer l'information, prendre des décisions sous pression).
- **Jour 4 – Simulation grandeur nature** (scénario multi-crise) : mobiliser les compétences.
- **Jour 5 – Bilan** : cérémonie de clôture, débriefing, proposition d'engagements et valorisation des compétences.



Comme pour la première recommandation, ce dispositif doit bénéficier du **concours des acteurs locaux, nationaux et du soutien du ministère des Armées**.

En effet, lors des différents ateliers de cette semaine, de nombreux professionnels et bénévoles seront impliqués : des pompiers, des militaires (dont réservistes), des associations d'anciens combattants et des organisations nationales comme la Fondation Résilience.

Dès octobre 2025 une expérimentation sera menée par la Fondation Résilience au profit d'une classe de défense et/ou d'élèves de lycées traditionnels. Sur 5 jours, elle se déroulera au 13e Bataillon de chasseurs alpins. A l'issue, un compte rendu sera transmis à la CAJ et à la DSNJ pour poursuivre la mise en œuvre du dispositif.

Cibler des compétences et les mobiliser

3. Mettre en place et animer des communautés sur des sujets techniques stratégiques

➔ Objectif

L'accélération des cycles d'innovation, la complexité croissante des technologies, l'apparition de nouveaux modes d'affrontement et de nouveaux matériels couplée à des contraintes de recrutement sur des métiers en tension poussent les armées à développer l'*open innovation* mais également à **rejoindre des communautés (écoles, universités, associations, etc.) sur des sujets techniques et stratégiques**. Il s'agit de l'intelligence artificielle, de la robotique, des drones, de la cyber, des makers, etc.

Nous proposons ainsi que le ministère des Armées **mette en place, anime ou intègre des communautés** sur ces sujets, en **apportant les spécificités du secteur de la défense et avec une stratégie nationale par thématique**. Le but de cette démarche est de :

- Identifier des viviers de jeunes mobilisables en cas de crise ou de guerre
- Rationnaliser, coordonner et développer les efforts déjà mis en œuvre
- Recruter des jeunes ayant des compétences rares (militaires d'active, réservistes, civils de la défense)

➔ Mise en œuvre

Pour que le ministère des Armées soit présent au sein des réseaux nationaux et locaux traitant de sujets stratégiques, nous proposons :

- Un **pilotage par la DSNJ** de la stratégie d'ensemble
- De **nommer par thématique une entité responsable** d'établir la stratégie nationale : l'AMIAD pour l'IA, COMCYBER pour le cyber, l'AID pour les Makers, STAT pour la robotique ou encore du bureau d'étude drone du 17ème GA.
- D'**intégrer les réseaux existants** pour y diffuser les enjeux de la défense : Réseau Français des FAbLabs, fédération d'associations étudiantes, organisateurs de hackathons, etc.
- D'être **partenaire ou organisateurs de challenges, de hackathons, de formations et de conférences** sur des sujets touchant la défense.
- De **certifier les compétences** des jeunes participants aux actions en lien avec le ministère des Armées.

Pour initier la mise en œuvre de ce dispositif, nous **recommandons la création de deux pilotes** :

- La cyber, portée par le COMCYBER, dont les premières actions porteraient sur le territoire rennais, sur la Bretagne et enfin la France.
- Les drones, porté par le 17ème GA, par la création de hackathons coordonnés dans de nombreuses écoles d'ingénieurs.



Cibler des compétences et les mobiliser

4. Accompagner la mise en place d'une réserve de compétences pour la BITD

➔ Objectif

Ce dispositif vise à établir une réserve dite "de compétences" pouvant être **mobilisée en temps de crise ou de guerre** pour répondre à des besoins spécifiques de la **base industrielle et technologique de défense (BITD) et des secteurs vitaux**.

Notre recommandation s'attache à la mise en œuvre de ce dispositif **pour et par la BITD**. Un **soutien de la DGA** sera nécessaire suivant une stratégie nationale qu'elle aura mise en place.

Complémentaire à la réserve industrielle de défense pilotée par la DGA et qui cible des professionnels et des retraités ayant une grande expérience dans l'industrie, par ce dispositif, nous proposons la **création de viviers de jeunes étudiants et professionnels ayant des compétences utiles à l'industrie de défense**. Il ne s'agit donc pas d'une réserve au sens du code de la défense mais d'un moyen de :

- **Détecter** des jeunes ayant des compétences utiles à la défense,
- **Sensibiliser** des jeunes aux enjeux de l'industrie de défense et faciliter le recrutement,
- **Suivre** et potentiellement **former** ces jeunes,
- **Mobiliser ces jeunes** en cas de crise ou de guerre.

➔ Mise en œuvre

Nous recommandons la mise en place d'une stratégie par la DGA permettant de cibler les **secteurs et les métiers de la BITD les plus sensibles** afin de soutenir la mise en place de viviers par des industriels volontaires et en lien avec les groupements d'industriels (GICAN, GICAT et GIFAS).



Compétences et domaines ciblés :

- **Conception** : ingénierie, électronique, télécommunication, mécanique, etc.
- **Production** : logistique, transport, montage, soudures, etc.
- **Nouvelles technologies** : robotique, cyber, sécurité, data science, intelligence artificielle, etc.

Les jeunes étudiants et professionnels (à partir de 18 ans) entreront ainsi dans un groupe animé par un ou des industriels. Pour animer ce groupe et atteindre les objectifs de ce dispositif, **les jeunes bénéficieront de contreparties** :

- Accès privilégiés à des événements professionnels et du ministère des Armées,
- Intégration à un réseau professionnel,
- Accès direct à des offres professionnelles (stages, alternances et emplois),
- Accès à des formations et visites de sites industriels, etc.

La mise en œuvre et le pilotage d'un vivier fera appel à des fonctions déjà présentes dans les entreprises (recrutement, communications, etc.). Ainsi seule la fonction de coordination du vivier (évaluée à 0,2 ETP) est à créer.

Intégration de nouvelles fonctionnalités dans Défense+

5. Guide pour se préparer aux crises et à la guerre

➔ Objectif

Dans les pays nordiques, la préparation de la population à faire face à divers incidents, à des crises ou à la guerre est structurée par le modèle de défense totale. Par celui-ci, toutes les strates de la société sont mobilisées pour préparer le pays aux crises et à la guerre (entreprises, administrations, associations, individus, etc.).

La population doit ainsi connaître les bases de la survie et les bonnes pratiques à mettre en œuvre dans un contexte difficile. Le guide « In case of Crisis or War » en Suède est ainsi distribué à l'ensemble de la population dans cet objectif.

Sur ce modèle, nous proposons **la réalisation d'un guide français visant à favoriser l'autonomie de la population, la sécurisation des individus et le passage à l'action**. Ce guide serait créé sous deux formats :

- Un guide imprimé et distribué à l'ensemble des jeunes lors de la JDC,
- Un **guide numérique adaptatif** sur critères socio-professionnels et géographiques et disponible sur Défense+. Ce format permettra d'**adapter le guide au niveau de lecture** de l'individu, de lui **proposer une offre d'engagement adaptée à ses compétences, ainsi que les dispositifs de gestion de crise locaux** (numéros d'urgence, associations locales, etc.).

➔ Contenu du guide

Le Guide pour se préparer aux crises et à la guerre doit être conçu pour fournir aux jeunes les connaissances de base pour faire face à des situations extrêmes, qu'il s'agisse de conflits armés, de catastrophes naturelles ou de crises sanitaires. Il doit couvrir les fondamentaux :

- **Sécuriser son environnement et survivre** : conseils pour se préparer à la maison, constitution d'un sac d'urgence, fondamentaux des premiers secours, réagir à une crise survenant lors d'un déplacement (ex : transports scolaires), réagir en cas d'attaque terroriste, identifier un abri, etc.
- **La défense nationale** : sensibilisation sur les menaces qui pèsent sur la France et présentation du système de défense.
- **Rester informé et communiquer** : fondamentaux de la communication d'urgence, annonces publiques, lutte contre les fausses informations.
- **Gérer le stress et rester efficace** : conseils pour parler aux enfants, gérer son stress, santé mentale.
- **Solidarité et entraide** : numéros locaux d'urgence, proposition de passage à l'action et d'engagement en fonction des compétences.



➔ Mise en œuvre

En mars 2025, les médias ont annoncé la mise en place d'un guide similaire à notre proposition par le gouvernement. Pour mettre en œuvre cette démarche, nous recommandons un **pilotage du projet par le ministère des Armées ou le SGDSN** afin de répondre aux enjeux d'un conflit armé sur le territoire national. Le porteur du projet devra mettre en place un groupe de travail pour rédiger ce guide qui pourra évoluer au regard de l'évolution des priorités, des besoins et des conflits. Ce guide constituera le format de "base" du guide numérique.

Actions réalisées par le ministère des Armées

1. Création d'un questionnaire d'environ 15 questions visant à identifier :
 - Le niveau de langue
 - L'environnement géographique
 - Des compétences recherchées
2. Génération des différentes parties du guide adaptées aux critères géographiques et aux compétences.
3. Déclinaison du guide suivant différents niveaux de lecture (accessibilité, etc.)

Fonctionnalités à développer et à intégrer par une ESN

1. Création d'un onglet "Mon guide" au sein de Défense+.
2. Création de la page permettant de consulter le guide de "base", la consultation de son guide personnalisé ou la génération de son guide personnalisé.
3. Intégration du questionnaire (environ 15 questions).
4. Génération d'un document PDF adapté (langage, informations locales, contacts, proposition d'engagement au regard des compétences).

Estimation financière

Notre recommandation repose sur la génération d'un guide issu de la fusion de parties rédigées par le ministère des Armées. Cela simplifiera leur évolution et réduit le coût d'ajout de cette fonctionnalité. La génération d'un guide personnalisé reposera ainsi sur un arbre de décision et ne comportera pas d'IA générative.

Si le projet est réalisé par une ESN (entreprise de services du numérique), l'intégration de cette fonctionnalité dans Défense+ est estimée à environ 50 000 € HT.

Intégration de nouvelles fonctionnalités dans Défense+

6. Création d'un flux d'information sécurisé et localisé

➔ Objectif

Dans un monde où la lutte informationnelle est omniprésente, la capacité à communiquer en temps de crise ou de guerre des informations à la population de manière sécurisée et localisée est une condition à la résilience de la nation. Cette proposition ne traite pas directement de la préparation "technique" de la jeunesse à jouer un rôle mais elle est une condition pour qu'elle se mobilise dans les meilleures conditions.

Nous proposons ainsi la **création d'un canal numérique sécurisé et intégré à Défense+** pour permettre aux citoyens, en particulier les jeunes, de **recevoir des alertes, de se coordonner et de favoriser le passage à l'action** en période de crise par la proposition de missions à la population.

➔ Mise en œuvre

Cette fonctionnalité, intégrée à Défense+, se veut **nationale et centralisée**. Elle devra néanmoins intégrer différents niveaux de subsidiarité :

- **Pilotage et coordination nationale** : coordination des publications et vérification des informations à l'échelle nationale, en lien avec les acteurs interministériels, par l'état-major des Armées en coopération (ou délégation) avec la direction générale de la Sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) du ministère de l'Intérieur.
- **Coordination régionale** : coordination et publication des informations à l'échelle régionale par les préfetures de zones de défense et de sécurité et en particulier par l'état-major interministériel de la zone de défense (EMIZ).
- **Coordination départementale** : par délégation de la préfeture de zone de défense et de sécurité, la préfeture de département peut réaliser ces missions localisées avec le concours du délégué militaire départemental (DMD).

Si l'intégration d'un flux d'informations vérifiées et localisées sur Défense+ représente peu de développements par une ESN (environ 30 000 € HT), c'est la plateforme permettant aux différentes organisations de rédiger et de publier les informations qui sera coûteuse (interface de contrôle, pour les EMIZ, préfetures, rédacteurs, etc.). Il serait toutefois possible de réaliser un MVP (Minimum Viable Product) en 12 mois et pour un budget d'environ 500-800 k€.

En cas de crise ou de guerre, les ressources humaines nécessaires à la réalisation de la mission d'information à la population seront importantes mais optimisées par l'utilisation de cet outil. Il ne s'agit donc pas d'un poste de dépense, mais d'un levier d'optimisation des ressources humaines.

Intégration de nouvelles fonctionnalités dans Défense+

7. Signalement d'événements d'intérêt pour la sécurité et la défense nationale

➔ Objectif

Si la recommandation précédente traite du flux d'informations descendant (de l'Etat vers l'individu), cette dernière proposition ambitionne la création d'une fonctionnalité, au sein de Défense+, de **signalement d'événements d'intérêt pour la sécurité et la défense nationale**.

L'ambition de cette recommandation est double :

- Créer un canal de signalement permettant **en temps de paix, de signaler des événements lors de crises** (climatique, technologique, etc.) pour mieux coordonner les actions de l'Etat à différents niveaux.
- **Transformer les usages** pour que chaque citoyen, en particulier les jeunes, **puisse réaliser des actions de renseignement en cas de guerre**. Sur ce modèle, en Ukraine, le chatbot Télégram "eVorog" permet le signalement de toute information d'intérêt militaire (matériels ou mouvement de troupes russes) par les citoyens.

➔ Mise en œuvre

Sur le même modèle que la recommandation précédente, une **délégation à différents niveaux** (national, régional, départemental) est à favoriser avec les interlocuteurs idoines.

L'intégration d'une interface permettant le signalement d'événements par les citoyens au sein de Défense+ sera peu coûteuse (environ 50 000€ HT). Le choix des événements qui pourront être signalés pourra évoluer en fonction du contexte : apparition de l'option "activité militaire ennemie" en cas de guerre sur le territoire national.

La création du back-office permettant le traitement de ces informations demeure quant à lui complexe et coûteux : le MVP peut être évalué à 500-800k €.

Une synergie pourra toutefois être recherchée avec la recommandation précédente pour mettre en œuvre les deux fonctionnalités au sein du même back-office : architecture similaire, même logique utilisateur, etc. Un MVP total est ainsi évalué à 900-1 200 k €.



Annexe : Membres du groupe de travail

Président

Direction générale de l'Armement (DGA)

Monsieur

Maxime GOUDIER

Rapporteuse et présidente de sous-groupe de travail

Fédération ATLAS

Madame

Aude L'HUILLIER

Référent méthodologique

Commission Armées-Jeunesse (CAJ)

Enseigne de vaisseau de deuxième classe (R)

Jean-Alexis CALLIES

Coordinatrice

Commission Armées-Jeunesse

Madame

Bérénice POINTEAU

Présidente de sous-groupe de travail

Direction générale de l'Armement (DGA)

Madame l'Ingénieure de l'armement

Pauline GALY

Présidente de sous-groupe de travail

Direction générale de l'Armement (DGA) -MBDA

Madame

Louise LEWONCZUK

Présidente de sous-groupe de travail

Union Nationale des Officiers de Réserve (UNOR)

Madame

Sakina MALKI

Président de sous-groupe de travail

Fédération ATLAS

Monsieur

Alexandre ROLLIER KESKIN

Conseil supérieur de la fonction militaire

Major Julien BELLANGER

Association Centrale des Officiers mariniers et Marins de Réserve (ACOMAR)

Monsieur Nicolas BONED

Civisme Défense Armée Nation (CIDAN)

Madame Brigitte BRIERE

Solidarité défense

Monsieur Antoine CANCELLIERI

Fédération des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public (PEEP)

Monsieur Eric CAT

Marine Nationale

Monsieur Adrien CHEVALLIER

La Fédération des clubs de la défense (FCD)

Commandant Romain CHORON

Comité Régional Olympique et Sportif Ile-de-France et Conférence Régionale du Sport

Madame Evelyne CIRIEGI

Ministère de l'Education Nationale et de la jeunesse

Monsieur Olivier DAUTRESME

Association Jeunesse et Entreprises (AJE)	Madame Dominique DESJONQUERES
Association Centrale des Officiers mariniers et Marins de Réserve (ACOMAR)	Monsieur Patrice DI PUMA
Civisme Défense Armée Nation (CIDAN)	Monsieur Philippe EVENO
Association Nationale des Officiers de Réserve de l'Armée de l'Air et de l'Espace (ANORAAE)	Madame Laure FANJEAU
Union Fédérative des Sociétés d'éducation physique et de préparation militaire (USEPPM)	Monsieur Xavier FIOLEAU
Association Centrale des Officiers mariniers et Marins de Réserve (ACOMAR)	Premier-maître (R) Alain FOUGERIT
Jeunes IHEDN	Monsieur Pierre FOURCROY
Ingénieurs et scientifiques de France (IESF)	Lieutenant de vaisseau (R) Florent GAGET
Association Jeunesse et Entreprises (AJE)	Monsieur Damien GAILLARD
Fédération ATLAS	Madame Ode GEBUHRER
Fondation RESILIENCE	Monsieur Geoffrey HODICQ
Armée de Terre	Madame Mélanie LAIGNEAU
Armée de Terre	Commandant Paul-Olivier LEFRANCOIS
Association des Guides et Scouts d'Europe (AGSE)	Monsieur Arthur LIOT DE NOBECOURT
Association Centrale des Officiers mariniers et Marins de Réserve (ACOMAR)	Monsieur Michel MARCHAND
CAP Sport Art Aventure Amitié (CAPSAAA)	Monsieur Djamel MASTOURI
Union Nationale des Officiers de Réserve (UNOR)	Lieutenant (R) Adrien MATRICON
Association Nationale des Ambassadeurs de la Réserve opérationnelle et de spécialité de la Gendarmerie (ANAROSGEND)	Monsieur Maxime MICHAUD
Bureau National des Elèves Ingénieurs (BNEI)	Monsieur Maxence NICOLET
Honoraire	Monsieur Antoine PAYEN DE LA GARANDERIE
Association des cadres et auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale (AA-IHEDN)	Madame Marie-Claire PLAUD
Gendarmerie Nationale	Madame Brigitte RAYNAUD
Ministère de l'Education Nationale et de la jeunesse	Monsieur Vincent REIG
Union Nationale des Officiers de Réserve (UNOR)	Monsieur Loïc RICHE
Compagnons du devoir	Monsieur Marc ROUSSEAU
Union Fédérative des Sociétés d'éducation physique et de préparation militaire (USEPPM)	Monsieur Raphaël SAINT VINCENT
Gendarmerie Nationale	Monsieur Jean Jacques SALAÜN
Ministère de l'Education Nationale et de la jeunesse	Madame Corinne TALON
Centre des études stratégiques aérospatiales (CESA)	Sous-lieutenant (R) Quentin TISSOT
UNEO	Monsieur Jess WOO
Fondation RESILIENCE	Monsieur Richard ZIRMI